



Contre-jour

L'héritage partagé du nationalisme serbe

Le pouvoir, l'opposition et la
société à l'épreuve de la guerre

par Jacques Rupnik

Slobodan Milosevic n'a peut-être pas lu Clausewitz, mais il est clair que, pour lui aussi, la guerre est de la politique conduite par d'autres moyens. Sa stratégie de reconquête serbe du Kosovo, inaugurée en 1989 par la révocation de l'autonomie de la province, impliquait le recours à la force. De l'état de siège imposé depuis à l'expulsion programmée de la population albanaise de la province, c'est la logique de guerre contre un ennemi intérieur et extérieur qui a fait dérailler la « transition à la démocratie » en Serbie. Depuis le début de l'intervention militaire de l'OTAN le 24 mars, Milosevic a poursuivi une double stratégie : réaliser l'union sacrée dans l'adversité pour consolider son régime ; accélérer la « purification ethnique » en expulsant par la terreur plus de la majorité de la population albanaise du Kosovo, pour négocier un éventuel partage et déstabiliser les États voisins. Le premier aspect pose la question du régime (son idéologie, ses instruments, son assise) ; le second pose celle de l'État, c'est-à-dire de la désagrégation de la Yougoslavie résiduelle et de la construction d'États-nations « homogènes » dans les Balkans.

« La guerre de dissolution de la Yougoslavie a commencé au Kosovo. Elle se terminera au Kosovo » : la formule lancée en 1992 par Veton Suroi, l'éditeur du principal journal albanais du Kosovo, *Koha Ditore*, s'est confirmée en 1999. Si la guerre s'est propagée, depuis juin 1991, du Nord vers le Sud (Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine, Kosovo) c'est bien cette province qui fut, dans les années quatre-vingt, à l'origine du réveil du nationalisme serbe et de l'ascension de Milosevic : celui-ci, en surenchérisant sur son prédécesseur et ancien protecteur Stambolic à propos de la défense des Serbes du Kosovo, s'empara, en 1987, du pouvoir dans le parti communiste de Serbie. En 1989, alors que le communisme vacillait dans toute l'Europe de l'Est, le Kosovo devint le catalyseur d'une stratégie de préservation du régime qui allait précipiter la destruction de l'État yougoslave. Au Champ des Merles (Kosovo Polje), commémorant la défaite du prince Lazar face aux troupes ottomanes en 1389, Milosevic explicitait ainsi, le 28 juin,

son projet de reconquête : « La Serbie se retrouve devant de nouvelles batailles, non armées, encore que celles-ci ne soient pas exclues ».

Un régime « rouge-brun »

Il n'est pas aisé de classer le régime de Milosevic dans une des catégories conventionnelles de la science politique. Le politologue belgradois Nebojsa Popov, directeur de la revue *Republika*, parle de régime national-populiste¹ ; Sonia Biserko ou Jacques Julliard le comparent aux régimes fascistes (le Kosovo serait à Milosevic ce que les Sudètes furent à Hitler²) ; Robert Thomas le qualifie d'autoritaire³. À l'évidence, il s'agit d'un régime hybride dont la caractéristique première est précisément la synthèse d'un héritage communiste quant à la technologie du pouvoir et d'une idéologie nationaliste (avec une composante raciste) qui s'imposa progressivement dans les élites intellectuelles et politiques serbes après la mort de Tito.

Tandis que les ex-communistes d'Europe centrale se reconvertissaient dans la social-démocratie, dans les Balkans on préférait la reconversion nationaliste. Milosevic n'hésita pas à s'emparer, à la fin des années quatre-vingt, du programme de l'opposition nationaliste, dominante en Serbie. En réduisant la politique à la « lutte du peuple serbe pour sa survie », il réussit à empêcher la restructuration du champ politique post-communiste et l'émergence d'une transition démocratique. Son régime, sa politique de répression et de recentralisation au Kosovo réussirent à persuader les Albanais, mais aussi les Slovènes et les Croates que la sortie du communisme passait par la sortie de la Yougoslavie. La décomposition du régime communiste et celle de l'État yougoslave se renforçaient mutuellement⁴. Milosevic récupéra un résidu de communisme et un résidu de Yougoslavie.

Le régime Milosevic est parfois comparé par les opposants de Belgrade à celui de Ceausescu. Deux variantes du national-communisme balkanique dont la pratique du pouvoir est restée très clanique, voire familiale. Mirjana, telle Elena Ceausescu, est l'idéologue archéocommuniste et yougonostalgie (avec son propre parti de la gauche yougoslave JUL). Les deux régimes s'appuient sur un appareil de sécurité omnipotent et le contrôle des médias audiovisuels. Mais, tandis que le régime Ceausescu s'était développé dans une phase de relative stabilité du système totalitaire, celui de Milosevic est le fruit de sa décomposition.

Après la mort de Tito et la révolte des Albanais du Kosovo en 1981, c'est en Serbie, alors la république la plus « libérale » de la Yougoslavie (on trouvait dans les vitrines des libraires de Belgrade les œuvres de Soljenitsyne, Milosz ou Kundera) que commence dans les milieux intellectuels le rejet de l'héritage de Tito, avec un volet démocratique (la revendication de la liberté d'expression) et un volet national (remédier au « malheur serbe », dont le Kosovo devient le symbole). On revendique la liberté, mais c'est pour parler de la nation. Dans la deuxième moitié des

années quatre-vingt, on passe subrepticement d'un nationalisme défensif (défense des droits des Serbes du Kosovo sous administration des communistes albanais) à l'affirmation d'un nationalisme agressif, du discours d'auto-victimisation à la légitimation de la violence. Le texte de référence de ce tournant est le Mémoire de l'Académie des sciences de Serbie (1986) qui affirme que les Serbes subissent au Kosovo une « guerre albanaise » et un « génocide » : « Le génocide physique, politique, juridique et culturel de la population serbe au Kosovo et en Metohija représente la plus grande défaite de la Serbie dans les luttes qu'elle a menées depuis Orasac en 1804 jusqu'à l'insurrection de 1941 »⁵. Deux thèmes importants pour la suite apparaissent dans ce texte : la défense des minorités serbes en dehors de la Serbie, qui préfigure le retour à l'idée ancienne de Grande Serbie ; la rupture avec la Yougoslavie comme équilibre négocié entre différentes communautés nationales – on ne négocie pas avec les auteurs d'un « génocide ».

Ce réveil d'un nationalisme du ressentiment renoue avec une tradition qui remonte au *Nacertanje* (Plan) du ministre serbe de l'Intérieur Garasanin en 1844, et surtout à un autre mémorandum, soumis aux autorités en mars 1937 par Vasa Cubrilovic sous le titre évocateur « L'expulsion des Albanais » : l'auteur y développe la thèse selon laquelle « au XX^e siècle, seul un État peuplé par son propre peuple autochtone peut assurer sa sécurité ». L'implantation des Serbes au Kosovo ne passe pas par des réformes agraires, mais par « la force brute d'un État organisé », conformément à la politique des Karadjordjevic qui « nettoyaient la Serbie de l'élément étranger ». Les moyens à employer sont décrits en détail, y compris « brûler en secret des villages et des quartiers de villes ». L'Albanie et la Turquie seraient les destinations les plus adéquates pour les expulsés. « Le gouvernement albanais doit être informé que rien ne nous arrêtera dans la réalisation de notre solution finale à cette question »⁶. C'est à peu près ce plan que Milosevic a suivi en 1999 au Kosovo avec l'opération « fer à cheval ».

Cubrilovic constitue d'ailleurs un lien direct entre le nationalisme du début du siècle et celui d'aujourd'hui. Né en 1897, il avait fait partie du groupe nationaliste responsable de l'assassinat de l'Archiduc François-Ferdinand à Sarajevo en 1914. Il fut, sous le régime communiste, professeur d'université puis directeur de l'Institut d'études balkaniques de l'Académie des sciences à Belgrade. Ses funérailles, en juin 1990, furent un grand rassemblement de l'intelligentsia. *Borba* écrivait en première page que son nom « resterait dans l'histoire comme celui d'un des personnages les plus importants de ce pays ». Milosevic envoya un message de condoléances. D'un mémorandum à l'autre, des premières guerres balkaniques de 1912 à celles des années quatre-vingt-dix, on perçoit une grande continuité dans le projet nationaliste et les méthodes employées : « la guerre pour l'État national »⁷.

Quelle opposition ?

Milosevic a su préserver son pouvoir à l'intérieur par cette logique de guerre contre l'ennemi extérieur. Et il a joué sur le double registre de la répression et de la cooptation pour désamorcer successivement les oppositions. Mais l'on ne peut comprendre les échecs de celles-ci depuis dix ans sans tenir compte de leur lien originel et profond avec l'idéologie nationaliste des années quatre-vingt confisquée par Milosevic. Ces intellectuels leaders de l'opposition ne peuvent être une solution au problème Milosevic, tant ils font eux-mêmes partie du problème.

Le parcours de Vuk Draskovic (Parti du nouveau serbe, SPO) est particulièrement éclairant sur la nature de l'opposition en Serbie. « Si certains nous reprochent de ne pas avoir suivi les thèses nationales de Slobodan Milosevic, c'est leur affaire »⁸, déclarait-il en mai 1997. Vuk Draskovic n'a pas vraiment suivi Milosevic ; il l'a précédé. Ancien communiste, journaliste de l'agence *Tanjug*, il devient dans les années quatre-vingt l'une des figures centrales de l'opposition nationaliste. Monarchiste, admirateur du général tchetnik Draza Mihajlovic, il crée en 1990 avec Vojislav Seselj le Parti du nouveau serbe. Son programme à la veille de l'éclatement de la Yougoslavie contenait des passages tels que : « Nous prévenons le djihad, qui est en train de déterrer les armes, de ce qui va arriver à ceux qui s'associent aux Arnaout [Albanais] et aux oustacha [Croates] pour mettre en œuvre un programme pour dévorer les Serbes » ; ou : « Nous n'avons pas peur des excréments du diable qui ne sont pas de notre sang, quel que soit leur nombre ». Après deux années de guerre, Draskovic confirmait son attachement au projet de Grande Serbie : « Un peuple dans cinq États, ce n'est pas possible. Et la Serbie démocratique sera, par conséquent, le pivot de l'unification de tous les territoires serbes : la Macédoine du Vardar, la Bosnie-Herzégovine sans les parties occidentales »⁹. Difficile, dans ces conditions, d'accorder beaucoup de crédit à son opposition à la poursuite de la guerre l'année suivante. Draskovic fut le premier des trois leaders du mouvement Zajedno (Ensemble), au cours de l'hiver 1996-97, à briser l'unité du mouvement pour se rapprocher de Milosevic. Devenu vice-premier ministre yougoslave en janvier 1999, en pleine phase de nettoyage ethnique au Kosovo, il en assumait pleinement la co-responsabilité : « D'abord, il n'y aura pas de Grande Albanie dans les Balkans. Deuxièmement, pas de Kosovo indépendant. Troisièmement, le Kosovo ne sera pas une troisième république au sein de la RFY »¹⁰. Avec des démocrates aussi modérés et pro-européens que Vuk Draskovic, Milosevic avait à peine besoin des nationalistes radicaux.

Vojislav Seselj est le leader incontesté du courant ultra-nationaliste. Auteur d'une thèse sur « les interprétations marxistes, léninistes et titistes de la défense nationale », cet ancien « dissident » proche de Draskovic et de l'écrivain Dobrica Cosic devint le principal représentant du « mouvement tchetnik » reconstitué

dont les milices se sont illustrées pendant la guerre en Croatie, puis en Bosnie et au Kosovo. Allié de Milosevic dans la première phase de la guerre (1991-93), il s'en sépare en 1994, lorsque le président serbe lâche Karadzic en Bosnie afin de ménager sa survie politique en tant que pilier incontournable des accords de Dayton. Pour Seselj, le projet de Grande Serbie, provisoirement reporté, demeurait : « Construction d'un État serbe unifié, libération de la Krajina serbe, du Dubrovnik serbe et de la Macédoine serbe »¹¹. Milosevic étant devenu président de la Fédération yougoslave, Seselj sortit vainqueur en 1997 de l'élection présidentielle en Serbie (invalidée faute de quorum) contre le candidat officiel (Lilic) alors que son parti était second aux législatives. Ainsi, la principale « opposition » à Milosevic n'était pas la coalition des forces démocratiques, mais un parti ultra-nationaliste. Dès le lendemain des élections, Seselj affirma que le Parti radical ne renonçait en rien à ses objectifs concernant les frontières et invitait à mater par tous les moyens la « rébellion séparatiste albanaise ». Il y a bientôt deux ans, Seselj préconisait déjà une militarisation complète de l'administration du Kosovo, ajoutant que les Albanais « déloyaux et ceux dont les noms ne figurent pas dans les registres des naissances doivent quitter le territoire » de la province. Alors que le pouvoir de Milosevic était menacé par le mouvement Zajedno, le ralliement de Seselj permit de le sauver – en échange d'une relance de la logique de guerre au Kosovo. Entré au gouvernement au printemps 1998, Seselj annonçait clairement ses intentions : « Vous voulez résoudre le problème du Kosovo ? Donnez-moi cinq jours ! »

Zoran Djindjic, leader du Parti démocrate, représente aujourd'hui, aux yeux de ce qui reste d'opposition à Belgrade et à ceux des Occidentaux, l'espoir d'une alternative « modérée », « moderne », « européenne » à Milosevic. Il n'est pas inutile de rappeler que ce philosophe de formation, ancien disciple de l'École de Francfort, fut aussi un partisan de Slobodan Milosevic (« Tout le monde sait qu'il est aujourd'hui le politicien le plus important en Yougoslavie, alors laissons-le être président »¹²), qu'il fut un partisan résolu de la Grande Serbie (reprochant au plan Vance-Owen pour la Bosnie de 1992 la discontinuité entre les territoires serbes de Bosnie et celui de la Fédération yougoslave) et qu'il fut le dernier dirigeant de l'opposition belgradoise à rendre visite, en 1994, à Pale, à Radovan Karadzic (« Le Parti démocrate soutient la politique de Radovan Karadzic car elle mène à l'accomplissement de nos buts nationaux, à une paix permettant aux gens de dire librement dans quel État ils veulent vivre sans que cela leur soit imposé par d'autres peuples et par les puissances étrangères »¹³). Il ne rompit pas avec Milosevic pour son idéologie et son action nationalistes, mais pour avoir « bradé » les intérêts serbes à Dayton. À Pâques 1997, on trouve encore Djindjic parmi les signataires d'une déclaration intitulée « Arrêtez le génocide contre le peuple serbe ! »¹⁴. Avec le mouvement Zajedno, Zoran Djindjic se refit une image de démocrate libéral et pro-occidental, qu'il sut préserver au moment où ses principaux rivaux faisaient alliance avec

Milosevic et précipitaient le pays dans la guerre. Réfugié au Monténégro, il s'est positionné, en collaboration avec le président du Monténégro Djukanovic, comme porteur d'une solution de rechange pour l'après-guerre, tout en évitant de parler de Milosevic et surtout du Kosovo¹⁵. Dans un article de 1989, Djindjic avait cité l'essai de Chesterton *On Ideals* pour affirmer que « notre époque ayant perdu la confiance en ses fondements » n'avait pas besoin d'un « habile praticien » mais d'un « grand idéologue ». Après Milosevic et l'échec de la « grande idée », Djindjic le philosophe n'aura pas de mal à se faire passer pour un « grand pragmatique ».

Ces parcours éclairent les échecs électoraux successifs des oppositions démocratiques en Serbie et surtout l'impasse du mouvement Zajedno de l'hiver 1996-97, le plus important mouvement de contestation démocratique du régime Milosevic : restée imprégnée de l'idéologie nationaliste, l'opposition n'avait pas fondamentalement autre chose à proposer ni sur la Bosnie, ni sur le Kosovo que Milosevic. Le sort de l'opposition démocratique serbe et celui du Kosovo sont, depuis 1989, étroitement liés. C'est le diagnostic que faisait avec une remarquable lucidité l'historien Ivan Djuric en janvier 1997, en plein soulèvement de la jeunesse belgradoise : « Milosevic ne dispose plus de sa popularité passée et sa lune de miel avec les États-Unis semble terminée. Mais il peut essayer de reprendre sa politique pan-serbe d'avant 1993. En ressortant les slogans nationalistes, il peut récupérer un vote nationaliste et semer la discorde au sein de la coalition de l'opposition. Le président peut également faire monter la tension au Kosovo et y provoquer un conflit avec les Albanais. Il comptera alors sur cette éventuelle guerre pour provoquer une nouvelle cohésion autour de sa personne »¹⁶.

Une société malade

La question nationale est restée le talon d'Achille de l'opposition serbe. Pour l'expliquer il ne suffit sans doute pas d'invoquer l'héritage du titisme (l'absence de démocratie) ou le poids des idéologies nationalistes dans la culture politique serbe. Il convient aussi de s'interroger sur la faiblesse (ou l'absence) d'une société civile et sur les ressorts de l'adhésion d'une large majorité de la population aux discours nationalistes les plus extrémistes. Car à cette radicalisation guerrière du régime correspond aussi ce que Sonia Biserko appelait en 1997 la « radicalisation de la société serbe » qui, à aucun moment, n'a été troublée par la guerre menée en Croatie ou en Bosnie, sans parler du Kosovo. Depuis le début de l'intervention de l'OTAN, les Serbes se voient comme des cibles innocentes. La plupart d'entre eux ne se sont pas sentis plus concernés par le million de déportés du Kosovo qu'ils ne l'ont été par Sarajevo ou par Vukovar. Le réflexe unitaire joue, bien sûr, dans l'adversité, mais, note Slavenka Drakulic, « l'autisme dont [les Serbes] font preuve est effrayant et incompréhensible »¹⁷. Aucun lien ne semble s'être établi dans l'opinion serbe

entre les frappes de l'OTAN, le régime de Milosevic et la « purification ethnique » au Kosovo.

Il serait trop simple de renvoyer cet état de l'opinion à la propagande d'un régime contrôlant étroitement les médias. Car l'efficacité de cette propagande est liée au fait qu'au centre de l'état d'esprit dominant il y a « l'idée que les Serbes, et seuls les Serbes, sont les véritables victimes dans les Balkans »¹⁸, cette représentation de soi comme victime séculaire de génocides, qui justifie la violence contre les Croates, les Bosniaques ou les Albanais alliés des Allemands et des Turcs.

Le silence assourdissant des intellectuels serbes sur les crimes commis au Kosovo renvoie à la question du degré d'adhésion de la population à un régime criminel. Hannah Arendt s'est interrogée sur la « banalité du mal », sur la logique des appareils administratifs et répressifs. Milosevic a les siens, bien entendu. Mais les guerres de dissolution de la Yougoslavie posent implicitement aussi la question du degré de consentement, voire de participation de la population¹⁹.

Cette question n'est pas sans incidence sur les issues possibles ou souhaitables au conflit. Car un double problème attend les Serbes après la guerre. Le premier est celui de la dislocation de l'État, avec l'éclatement de la Yougoslavie résiduelle (Monténégro, Kosovo). Milosevic voulait réunir tous les Serbes dans un même État. Il y arrivera, mais ce sera dans la petite Serbie, avec les Serbes de la Krajina expulsés par Tudjman, avec un semi-échec en Bosnie et maintenant la perspective de perdre le Kosovo²⁰. Le second est celui de la dislocation de la société au cours de la décennie guerrière de Milosevic, avec la destruction de la société urbaine (« l'urbicide » dont parle l'ancien maire de Belgrade Bogdan Bogdanovic) mais aussi du rapport entre communautés instauré par l'expérience titiste. Transgression, non-intériorisation de la loi, montée sans précédent de la violence dans les rapports sociaux : tout cela renvoie, plus profondément, à l'absence de noblesse autochtone et au fait de considérer l'État, après des siècles de domination ottomane, comme peu légitime. Au-delà de son titre, le film de Goran Paskaljevic *Baril de poudre* (1999) brosse un portrait dévastateur de l'état de la société serbe. L'effondrement du régime après sa fuite en avant guerrière pourra déboucher sur la démocratie, mais aussi sur la guerre civile.

L'issue du conflit et la nature de la présence internationale seront décisifs de ce point de vue. Un compromis avec Milosevic et un éventuel partage implicite du Kosovo (au nom de raisons humanitaires ou de *Realpolitik* : « ce n'est qu'une phase, certes pénible, de la construction des États-nations dans les Balkans ») permettraient au régime et à son idéologie de survivre et compromettraient les chances futures de la démocratie en Serbie. Sans défaite, pas de « dénazification » possible, dit Sonia Biserko. Seule une défaite du régime de Milosevic pourrait provoquer un choc salutaire, un sursaut nécessaire en Serbie à un réexamen des mythes fondateurs de son identité et de sa politique. « Ceux qui oublient leur histoire sont condamnés à la répéter ».

1. Dans « Une autre Serbie », *Les Temps Modernes*, janvier-février 1994.
2. Sonia Biserko, introduction au recueil du Comité Helsinki de Belgrade, *Radicalisation of Serbian Society*, Belgrade, 1997, p. 12 ; Jacques Julliard, *Ce fascisme qui vient...*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 84.
3. Robert Thomas, *Serbia under Milosevic*, Londres, Hurst, 1999.
4. Milovan Djilas, l'auteur de *La nouvelle classe* qui lui valut neuf ans de prison, déclarait en 1982 (!) : « Ce n'est pas la Yougoslavie qui montre des signes de désagrégation, mais le système. Le danger, c'est évidemment que l'un puisse entraîner l'autre s'il n'y a plus la possibilité d'une alternative démocratique », entretien avec J. Rupnik dans *L'Alternative*, sept.-oct. 1982, p. 55.
5. « Le Mémoire de l'Académie serbe » dans M. Grmek, M. Gjidara, N. Simac (dir.), *Le nettoyage ethnique, Documents historiques sur une idéologie serbe*, Paris, Fayard, 1993, p. 251.
6. M. Grmek et alii, *op. cit.*, pp. 161-185 ; voir aussi Ryan Lizza, « A final solution », *The New Republic*, 10 mai 1999.
7. Voir l'étude de la sociologue Vesna Pesic, la présidente de l'Alliance civique à Belgrade qui ne s'est jamais compromise avec le nationalisme du régime, « La guerre pour les États nationaux », dans Nebojsa Popov (dir.), *Radiographie d'un nationalisme, les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, l'Atelier, 1998, pp. 9-62.
8. *Srpska Rec*, 10 mai 1997.
9. *Borba*, 19 novembre 1993.
10. Déclaration sur CNN le 3 février 1999.
11. Discours électoral au Monténégro, AFP, 13 octobre 1996.
12. *Politika*, 30 mai 1994.
13. Dans *Radicalisation of Serbian Society*, *op. cit.*, p. 193.
14. Dans *Radicalisation of Serbian Society*, *op. cit.*, p. 224.
15. Voir son interview dans *Le Monde* du 19 mai 1999 : « L'opposant serbe Zoran Djindjic ne réclame pas le renversement de Milosevic ».
16. I. Djuric, « Milosevic peut provoquer la guerre », *L'Événement du jeudi*, 23-27 janvier 1997. Ivan Djuric, décédé à Paris à l'automne 1997, fut précisément l'exception qui confirme la règle : un opposant à Milosevic issu de l'intelligentsia belgradoise n'ayant jamais succombé à la tentation nationaliste. Voir aussi son dernier article « Belgrade, une ville occidentale », *Esprit*, mai 1999, pp. 42-52.
17. S. Drakulic, « L'autisme tragique du peuple serbe », reproduit d'après *Feral Tribune* (Split) par *Courrier International*, 6-14 mai 1999.
18. Stacy Sullivan, « Milosevic's willing executioners », *The New Republic*, 10 mai 1999. Voir aussi V. Nahoum-Grappe, « Poétique et politique : le nationalisme extrême comme système d'images », *Tumultes* n° 4/1994, pp. 149-177.
19. C'est la thèse que développe Daniel Goldhagen, l'auteur de *Hitler's Willing Executioners* (1997), préconisant pour la Serbie après la guerre un programme comparable à la dénazification en Allemagne.
20. Avant même l'intervention au Kosovo, il y avait déjà un demi-million de réfugiés serbes en Serbie.